

Étude « Spécificités des associations de jeunes, dirigées par des jeunes »

ANIMAFAC, JOC, MRJC

par Fanny Forgeau Zerbib et Catherine Lenzi Fauraz,
sociologues au laboratoire Printemps du CNRS

Pourquoi cette étude ?

Le paysage associatif français, si on le compare à celui de ses voisins européens, est marqué par une originalité. Alors que nos homologues comptent entre 50 et 100 organisations de jeunes, **il existe en France à peine plus d'une dizaine d'associations gérées et animées par des jeunes**. Nous sommes pourtant persuadés que les associations de jeunes jouent un rôle essentiel puisqu'elles permettent une citoyenneté active des jeunes, ainsi que l'émergence d'une parole de jeunes dans l'espace public.

Partant de ces constats et de ces convictions, et dans un contexte qui a vu récemment s'exprimer des signes d'une forte tension intergénérationnelle, **nous avons décidé de porter dans le débat public le sujet de l'utilité sociétale des associations de jeunes**.

Pour ce faire, il nous semblait tout d'abord indispensable de mieux connaître la réalité des associations de jeunes. Or, à ce jour, il

n'existait à notre connaissance que très peu d'études sur le sujet. **Animafac, la JOC et le MRJC, trois de ces associations, ont donc décidé d'amorcer ensemble un travail de recherche sur leur univers**, afin de répondre aux questionnements suivants :

- Quelles sont les spécificités d'Animafac, de la JOC et du MRJC ? Comment caractériser ces organisations *de jeunes, dirigées par des jeunes* ?
- Qu'ont-elles en commun ? Qu'est-ce qui les distingue des autres associations ?
- Quels sont les effets du fort turn-over qui les caractérise, notamment au niveau des dirigeants ?
- Quelle est l'utilité civique et sociale de ces associations ?

Méthode de l'enquête

Qui ? Fanny Forgeau et Catherine Lenzi, sociologues au laboratoire Printemps du CNRS. Elles ont interrogé une trentaine de jeunes : 20 dirigeants (présidents, secrétaires nationaux, permanents...), 5 « anciens » (ancien président, membre fondateur...), 6 « militants de base » ou relais associatifs, et 2 prêtres.

Quand ? L'enquête de terrain a eu lieu au printemps 2008 en Île-de-France et en régions.

Comment ? En parallèle des 33 entretiens biographiques, les sociologues ont mené une enquête archivistique ainsi qu'une observation *in situ* (observation directe des pratiques d'engagement) : participation à des événements et aux sessions de formation des militants, suivi du travail des dirigeants dans leur quotidien (réunions, CA, AG...)

Des associations de jeunes = des méthodes de jeunes ?

Associations de jeunes, pour les jeunes et dirigées par des jeunes... Cela signifie-t-il qu'elles se mobilisent « à la jeune » ?

Comme ceux qui les animent et les font vivre, les méthodes et les motivations ont-elles moins de 30 ans ? Est-ce que « association de jeunes » signifie innovation, nouvelle façon de faire, nouveaux mouvements sociaux ?

Cette étude a permis de souligner que les répertoires d'action de ces associations s'inspirent en réalité de traditions « anciennes » d'engagement... Partant des travaux de Bénédicte Havard-Duclos et de Sandrine Nicourd¹ sur les racines historiques des mouvements d'action sociale et d'éducation populaire, l'étude a analysé les différents ressorts de l'engagement et répertoires d'actions mobilisés par les associations.

Elles s'inspirent de deux matrices historiques de mobilisation et de réponse à la question sociale : l'une appartenant au solidarisme et ancrée dans le catholicisme social, l'autre au syndicalisme et ancrée dans le mouvement ouvrier.

En cherchant ainsi à saisir les *raisons d'agir* et ce qui rend possible la mobilisation de jeunes à des fonctions de cadres-dirigeants, les chercheuses ont pu repérer deux registres ou rhétoriques d'énonciation à partir desquels ces jeunes justifient leur engagement. Pour certains, le programme d'engagement s'inscrit dans la valeur accordée à la personne ; ils visent « **l'émancipation individuelle** ». Pour d'autres, c'est la valeur accordée au collectif qui détermine d'engagement : ils se battent pour « **l'émancipation collective** ». ■

¹ Havard Duclos B. et Nicourd S. (2005), Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité, Paris, Editions Payot et Rivages.

La formation au coeur des associations

L'étude souligne l'importance accordée à la formation dans les trois associations : elle est centrale dans les objectifs et les statuts, se traduit par un grand nombre de dispositifs lourds et coûteux, et s'avère indispensable et inévitable, compte-tenu précisément des statuts des associations. Mais les sociologues se sont aperçues que l'acquis de compétence dépasse en réalité largement les dispositifs formels mis en œuvre par les associations. Au-delà, une foule de compétences s'acquièrent via une formation informelle...

■ Une formation politique :

les militants acquièrent des compétences qui relèvent *du* politique d'abord ; il s'agit de maîtriser la « chose publique », de se construire une idéologie, des idées politiques, un « regard sur le monde » ; les compétences liées au fait de faire *de la* politique, comme rencontrer des élus, s'engager localement, et enfin celles qui consistent à tenter de « changer le monde », par le collectif.

■ Une formation professionnelle informelle :

des compétences liées à l'expression orale et écrite, à la capacité d'analyser et des connaissances. Cette formation permet également

de développer des compétences plus « opérationnelles », telles que celles directement inspirées (au moins dans l'usage des mots) du statut et du métier de cadre (dans le sens de « manager ») et enfin celles qui relèvent du « contrôle de soi »...

■ Et enfin une formation personnelle, sociale :

les militants déclarent avoir acquis, à travers leur parcours militant, des qualités dans leur rapport à autrui, à l'extérieur, un enrichissement culturel, et un véritable apport de connaissances, dans tous les domaines. Enfin, et surtout, leur expérience leur a permis une construction de soi, une émancipation personnelle. ■

Nouvel enjeu : répondre à la nouvelle question sociale de l'insertion professionnelle des jeunes

Une des spécificités de ces associations qui ressort de façon frappante est qu'elles proposent des réponses spécifiques aux problèmes sociaux auxquels sont actuellement confrontés les jeunes, et notamment à la question de l'insertion professionnelle.

Désormais, ce qui permet de fédérer autour d'une action collective est moins l'appartenance à une classe sociale, que l'appartenance à la catégorie des *jeunes* dominés face à la question de l'emploi et ce, quelque soit le milieu d'origine et le niveau d'études. De cette façon, ces mouvements d'action civique et sociale s'adressent à des publics de jeunes hétérogènes, provenant d'univers sociaux parfois très disparates, mais avec comme point commun une incertitude

permanente quant à leur avenir professionnel. Ces organisations mettent donc en place toute une ingénierie de formation tant citoyenne que professionnelle, d'autant plus pointue qu'il s'agit de jeunes qui, pour la plupart, ont fait, au préalable ou au cours de leur parcours militant, des études supérieures. L'acquis de compétences dépasse pourtant l'appareil formel d'apprentissage mis à la disposition des jeunes militants ; la transmission s'opère en grande partie à travers des processus informels de socialisation et de reproduction. Aux compétences civiques et professionnelles formelles s'ajoutent ainsi des savoirs implicites, produits des pratiques et des rapports sociaux. C'est le cas notamment des compétences sociales et interpersonnelles, véritables et précieux *savoir-faire* et *savoir-être* mobilisables dans la suite du parcours militant ou professionnel. ■

Et après ?

Les enseignements de l'étude pour nos associations

Une plateforme de propositions

Cette étude ayant permis de mettre en lumière l'intérêt des associations de jeunes, tant pour les jeunes eux-mêmes que pour la vitalité démocratique de notre pays, **nous avons jugé utile de travailler à l'élaboration d'une plateforme de propositions pour favoriser le développement et la reconnaissance de telles organisations.**

Un travail d'identification et de valorisation des compétences

Par ailleurs, ces travaux nous ont fait prendre conscience d'un enjeu particulier : la valeur de l'apprentissage professionnel que nos associations induisent chez nos jeunes responsables. S'il est certain que l'expérience associative est source de formation pour le parcours de chacun, la reconnaissance et la valorisation de ces compétences acquises ne sont pas aisées pour bon nombre de jeunes. C'est pourquoi **nous devons réfléchir à la production d'outils et de méthodes**

permettant d'accompagner nos membres dans l'identification de ces compétences et leur valorisation dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Un enjeu majeur : l'insertion sociale et professionnelle

Ce travail nous interroge enfin plus largement sur la question de l'insertion professionnelle, des processus de formation et de qualification à l'œuvre aujourd'hui.

Si la jeunesse n'est pas homogène, il n'en est pas moins vrai que l'ensemble d'une génération est confrontée aujourd'hui à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Cette génération de jeunes mérite des réponses ambitieuses permettant de rétablir **des mécanismes de promotion sociale, condition du pacte social de notre pays. Nos associations doivent contribuer à cette réflexion, et porter haut les attentes et les ambitions des jeunes dans l'espace public.**

* ANIMAFAC

Réseau d'échange d'expériences et centre de ressources pour les initiatives étudiantes, Animafac propose des outils de développement et des espaces de dialogue et d'élaboration collective à plus de 12 000 associations étudiantes. Celles-ci agissent pour la solidarité internationale ou de proximité, l'environnement ou la lutte contre les discriminations, s'engagent dans l'action culturelle, la promotion de la citoyenneté européenne ou encore la prévention des risques. Le réseau mène de nombreuses campagnes afin de développer l'esprit d'initiative et l'esprit associatif au sein du monde étudiant.



La JOC c'est quoi? La JOC, c'est la Jeunesse Ouvrière Chrétienne : une association de 10 000 garçons et filles de milieux populaires âgés de 15 à 30 ans. Ensemble, ils discutent, réfléchissent et agissent pour avoir prise sur ce qu'ils vivent et changer ce qui ne va pas autour d'eux et dans la société. Les initiatives qu'ils mènent touchent à toutes les dimensions de leur vie : boulot, fric, logement, santé, loisirs... Avec 120 fédérations locales, la JOC est la seule association nationale de jeunes de milieux populaires. Elle est gérée et animée par les jeunes eux-mêmes.



Le MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne), mouvement géré et animé par des jeunes de 14 à 30 ans, est organisé du local à l'international et joue un rôle de formation à l'analyse et à l'action qui permet aux jeunes de s'investir dans la vie locale, d'y faire des propositions et donc d'exercer pleinement leur citoyenneté. Le MRJC est une université permanente, une école de responsabilités. Il permet aux jeunes d'analyser la société, de la comprendre, de se former et de s'organiser collectivement pour agir.

Avec le soutien de :



 **île de France**

 **MAIRIE DE PARIS**